

BACCALAUREAT TECHNOLOGIQUE

Session 2013

Histoire-Géographie

Série : Sciences et technologies de la Gestion

Durée : 2 heures 30

Coefficient : 2

Les calculatrices ne sont pas autorisées

Le candidat doit répondre à toutes les questions de la 1^{ère} partie.
10 points

Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices de la 2^{nde} partie.
10 points

Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1 à 11
La feuille **Annexe page 11** est à rendre avec la copie d'examen

PREMIERE PARTIE

**Le candidat doit répondre à toutes les questions de la 1^{ère} partie.
10 points**

Questions d'histoire

1. Proposez une définition de la notion de développement. (1 point)
2. Après avoir recopié le tableau ci-dessous sur votre copie, associez un personnage à une date et à un événement. (2 points)

François Mitterrand	Mise en place du plan Marshall	1962
Charles de Gaulle	Eclatement de l'URSS	1986
Harry Truman	Début de la première cohabitation	1947
Mikhaïl Gorbatchev	Accords d'Evian	1991

3. En quoi les dates de 1958 et de 1962 sont-elles très importantes pour la Vème République ? (2 points)

Questions de géographie

1. La mondialisation uniformise les cultures et les modes de consommation. Justifiez cette affirmation. (2 points)
2. Citez deux types d'acteurs de la mondialisation. (1 point)
3. Complétez la carte fournie en annexe page 11/11 à partir de sa légende. (2 points)

SECONDE PARTIE

Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices de la 2^{nde} partie.
10 points

Exercice 1 :

Thème général : Décolonisation et construction de nouveaux Etats

Sujet d'étude : L'Algérie à partir de 1954

Document 1 : Affiche publiée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie

(La moitié gauche de l'affiche est sur fond vert, la moitié droite sur fond blanc, l'étoile et le croissant sont en rouge)



Source : <http://www.france24.com>

Document 2: L'économie algérienne dans les années 1980

Le dernier plan quinquennal 1980-1984 qui tente de remédier aux déséquilibres engendrés par la stratégie « industrialiste » [...] cherche à développer certains secteurs jusque-là délaissés (logement, industries légères...) mais le secteur agricole reste le parent pauvre de cette nouvelle donne [...] en ce qui concerne le secteur privé, qui fournit l'essentiel des produits vivriers, les décisions favorisent la promotion des paysans moyens : annonce de la fin de la révolution agricole, possibilité d'acheter des terres... On peut douter que ces mesures suffisent à relancer une production aux rendements extrêmement bas, qui ne procure plus aux travailleurs qu'une part secondaire de leurs revenus [...] Les prix des produits agricoles algériens sont largement supérieurs aux cours mondiaux, et il paraît plus « rentable » d'importer.

L'Algérie reste très dépendante des hydrocarbures. Ce secteur représente 32,3% du PIB dans les années 1976-1979 et 37,5% en 1980. L'industrie ne représente toujours que 10% du PIB, comme en 1960, et les exportations industrielles ne parviennent pas à percer sur le marché mondial. Les exportations d'hydrocarbures comptent pour 92% du total dans la période 1974-1980, contre 88% en 1972. Face aux mécontentements et aux difficultés, il reste tentant de faire de l'économie algérienne le simple lieu d'une redistribution réglée des revenus pétroliers.

Marc Raffinot, « A marche forcée, l'industrialisation », Manière de voir n°121, *Le Monde diplomatique*, février-mars 2012.

Questions :

1. Décrivez précisément le document 1. Quels messages les auteurs souhaitent-ils diffuser ?
2. Quel choix de développement l'Algérie a-t-elle adopté ? (document 2)
3. En quoi l'analyse de Marc Raffinot permet-elle de mieux comprendre l'idée selon laquelle « l'Algérie est face à elle-même » et doit relever de nouveaux défis ? (documents 1 et 2)

Exercice 2 :
Thème général : Décolonisation et construction de nouveaux Etats
Sujet d'étude : L'Océanie intertropicale à partir de 1945

Document : Le processus de décolonisation en Océanie

Trois mouvements distincts de décolonisation se sont produits dans le Pacifique insulaire. Le premier, de 1957 à 1963, fut amorcé par la France par le biais de l'application de la loi-cadre dans ses territoires français de l'Océanie (Polynésie française) et en Nouvelle-Calédonie et dépendances. Dans chacune des entités fut établi un conseil de gouvernement avec portefeuilles ministériels. La présidence du conseil de gouvernement était assurée par le gouverneur du territoire. Transitoire, cette mesure semblait former le prélude à un cheminement vers l'indépendance. Lors du référendum de septembre 1958 organisé par Charles de Gaulle, tous deux [Les territoires français de l'Océanie (Polynésie française) et la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances] votèrent leur rattachement à la communauté française... En octobre, le général de Gaulle abolit le conseil de gouvernement, pouvoir exécutif du territoire siégeant à Papeete. Il en sera de même en Nouvelle-Calédonie en 1963 [...] Le deuxième mouvement de décolonisation, de 1962 à 1970, vit quatre Etats accéder à l'indépendance constitutionnelle. Le Samoa occidental l'obtint en 1962 pour l'avoir revendiquée au conseil de tutelle des Nations unies qui avait confié l'administration de cet archipel à la Nouvelle-Zélande dans le but de le conduire à l'indépendance. Il en fut de même en 1968 pour Nauru. Cette même année, le royaume de Tonga, protectorat britannique depuis 1900, se voit restaurer par Londres son indépendance et établit la monarchie constitutionnelle en 1975. Sous l'impulsion de Ratu Mara¹, la Grande-Bretagne accorde aussi aux îles Fidji l'indépendance et le statut de dominion, membre du Commonwealth, en 1970 [...]

Le troisième mouvement de décolonisation (1975-1980) débuta par l'indépendance de la PNG², tutelle de l'ONU administrée par l'Australie [...] Londres poursuit son retrait du Pacifique en accordant de sa propre volonté l'indépendance à ses colonies et protectorats insulaires. Les Salomon et Tuvalu y accédèrent en 1978, Kiribati l'année suivante. Le condominium des Nouvelles-Hébrides obtint la sienne dans la difficulté et les troubles en 1980 pour former la République de Vanuatu.

D'après Paul De Deckker, *Bulletin de la Société des Etudes Océaniques* n°236, 1986.

¹ Homme politique fidjien (1920-2004).

² Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Questions :

1. Quelles sont les puissances coloniales présentes en Océanie ?
2. A quel rythme s'effectue la décolonisation de l'Océanie ? Quels acteurs y jouent un rôle important ?
3. Analysez de manière précise quelle a été la politique de la France à l'égard de ses territoires océaniens.
4. En quoi la décolonisation de l'Océanie s'inscrit-elle dans un contexte mondial ?

Exercice 3 :
Thème général : Uniformisation et fractures du monde
Sujet d'étude : La santé

Document : Lutte contre Sida et paludisme.

Six millions de personnes meurent chaque année du Sida, du paludisme et de la tuberculose dans le monde, dont les deux tiers en Afrique [...]. Ainsi, pour changer la donne, de nombreux acteurs se mobilisent.

A lui seul, le paludisme coûterait 12 milliards de dollars par an à l'Afrique. Il tue tous les ans près d'un million de personnes et touche 300 millions d'individus, dont 90% d'Africains. Alors que la population du continent représente 14% de la population mondiale, 67% des personnes infectées par le VIH/Sida vivent en Afrique. Quant à la tuberculose, elle y provoque chaque année 500 000 décès – pour moitié liés au VIH/Sida – et 2,4 millions de cas y sont signalés. Au-delà de ce constat alarmant, des progrès significatifs sont à noter en matière de prévention ou d'accès aux soins. Le nombre d'Africains bénéficiant de traitements vitaux est en effet en augmentation constante. Au Rwanda par exemple, le taux de couverture des personnes ayant besoin d'un traitement vital contre le VIH/Sida est passé de 1% en 2003 à 71% en 2007 grâce à l'augmentation des structures de soins [...]

De la même façon, grâce à la distribution de millions de moustiquaires imprégnées d'insecticides, destinées principalement aux personnes les plus vulnérables (les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les personnes atteintes du VIH/Sida), le nombre de cas confirmés de paludisme, les hospitalisations et les décès ont diminué de plus de moitié dans plusieurs États africains. Le dépistage et la prise en charge des cas de tuberculose s'améliorent également [...]

Le recul de ces grandes maladies fait partie des objectifs du millénaire énoncés en 2000 par les Nations unies et différentes actions ont été menées au niveau international. En 2002 a été créé le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, un partenariat entre secteurs public et privé. Ce fonds, dont les principaux donateurs sont les États-Unis et la France, a octroyé plus de 21 milliards de dollars de subventions entre 2002 et fin 2010. Mais ces financements sont loin d'être suffisants et sa réputation a été entachée après la révélation en janvier 2011 d'un détournement de 34 millions de dollars au Mali, en Mauritanie, à Djibouti et en Zambie. Selon Michel Kazatchkine, son directeur général, ce fonds a tout de même permis d'épargner plus de 6,5 millions de vies depuis sa création. Lancé en 2006, UNITAID, auquel participent une quinzaine de pays, dont le Brésil, le Chili, la France, la Norvège et le Royaume-Uni, a réussi à rassembler plus de 2 milliards d'euros, essentiellement grâce à la mise en place d'une taxe sur les billets d'avion [...]

Le développement de médicaments et de vaccins à prix raisonnables est par conséquent l'un des principaux enjeux. En 2005, les membres de l'Union africaine ont signé la déclaration d'Abuja qui soutient la création d'un plan de l'innovation pharmaceutique en Afrique. Cela a encouragé la fabrication de médicaments génériques dans plusieurs États africains. Le groupe belge Phospharex a ainsi construit une usine au Gabon en 2005 et le laboratoire pharmaceutique camerounais Cinpharm s'est lancé en 2010 dans la production de génériques, y compris d'antirétroviraux (ARV) et d'antituberculeux, avec le soutien de son gouvernement, de l'Inde et de la Finlande.

Toutefois, la production de médicaments génériques en Afrique fait face à deux limites : elle requiert un investissement massif dans la formation de scientifiques compétents et doit s'accommoder de la propriété intellectuelle (les lois sur les brevets étant très strictes), alors que selon l'OMS, 74% des médicaments luttant contre le VIH sont sous monopole.

Myriam Hamache, « Lutte contre Sida et paludisme : l'Afrique avance », *Carto*, n° 6, juillet- août 2011, pp. 30-31.

Questions :

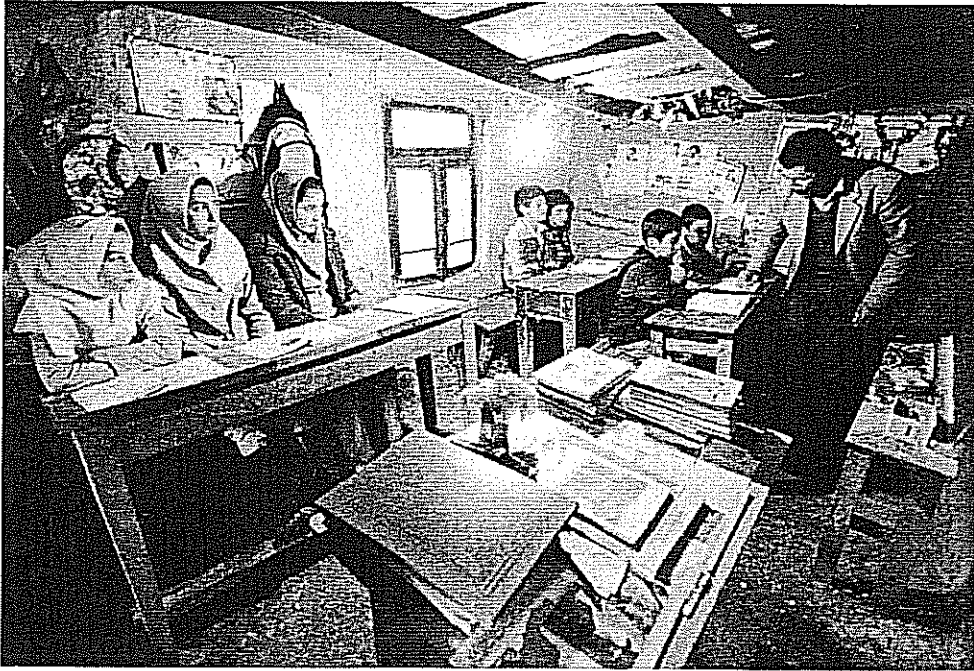
1. Quel est le coût financier et humain du Sida, du paludisme et de la tuberculose dans le monde et en Afrique ?
2. Présentez les différentes catégories d'acteurs intervenant dans le domaine de la lutte contre ces maladies.
3. Expliquez la phrase soulignée dans le document.
4. En quoi la situation sanitaire actuelle de l'Afrique est-elle révélatrice de la fracture Nord/Sud et de son évolution ?

Exercice 4

Thème général : Uniformisation et fractures du monde

Sujet d'étude : L'éducation

Document 1 : Une salle de classe en Iran



« Ici, nous sommes encore plus loin de la ville, il n'y a qu'une seule classe, tous les niveaux sont mélangés. Les enfants apprennent juste à écrire et compter. Rares sont ceux qui continuent à étudier après le niveau 5, l'équivalent du CM2 ».

Source : Mohammad Golchin, *6 mois*, printemps/été 2012, page 198.

Document 2 : L'accès à l'éducation dans les pays du Sud

En 1948, les États fondateurs de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) décidaient à l'unanimité de « rendre l'éducation primaire obligatoire et universelle dans le monde ». En 1990, soit quarante-deux ans plus tard, les États membres de l'Unesco se réunissaient pour une conférence mondiale sur l'éducation pour tous et renouvelaient leurs promesses. Ils s'engageaient à répondre aux « besoins éducatifs fondamentaux » en une décennie. Devant l'échec de cette ambition, le Forum mondial sur l'éducation de 2000 à Dakar repoussait l'échéance à ... 2015. Au rythme des progrès actuels, l'objectif de l'éducation pour tous sera à nouveau manqué, et de loin.

Les taux de scolarisation des pays du Sud avaient pourtant explosé dans les différents degrés de l'enseignement après les indépendances, grâce à d'ambitieux politiques aux effets encore perceptibles (en Chine ou au Vietnam par exemple),

avant que cette progression soit brutalement remise en question par l'effondrement des systèmes éducatifs dans les années 1980-1990. A la suite de la crise économique et financière, les plans d'ajustement structurel imposés aux États endettés d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est par le FMI et la Banque mondiale ont laminé les budgets des services publics, d'éducation et de santé notamment, entraînant une nette dégradation de tous les indicateurs sociaux ainsi que des mouvements de déscolarisation massive, surtout en Asie du Sud et de l'Est et en Afrique subsaharienne [...].

Des résultats importants ont tout de même été obtenus entre 2000 et 2010 : la mortalité infantile a diminué, la parité et la scolarisation ont progressé. S'il restait 67 millions d'enfants non scolarisés en 2008, les taux de scolarisation primaire ont augmenté de moitié en Asie du Sud et de l'Ouest depuis 1999, d'un tiers en Afrique subsaharienne, soit 52 millions d'enfants scolarisés en plus. Mais cette progression cache un net ralentissement à partir de 2004 et de fortes disparités entre pays. Chaque année, 10 millions d'enfants en Afrique subsaharienne abandonnent l'école avant la fin du premier cycle. Si les frais de scolarité ont été réduits ou supprimés dans de nombreux pays, avec des effets positifs, la scolarisation des enfants représente une dépense considérable pour les familles les plus pauvres. Au Nicaragua, une étude a montré que les taux de fréquentation scolaire en primaire baissaient de quatre points après une période de sécheresse, et de seize points après un décès dans la famille.

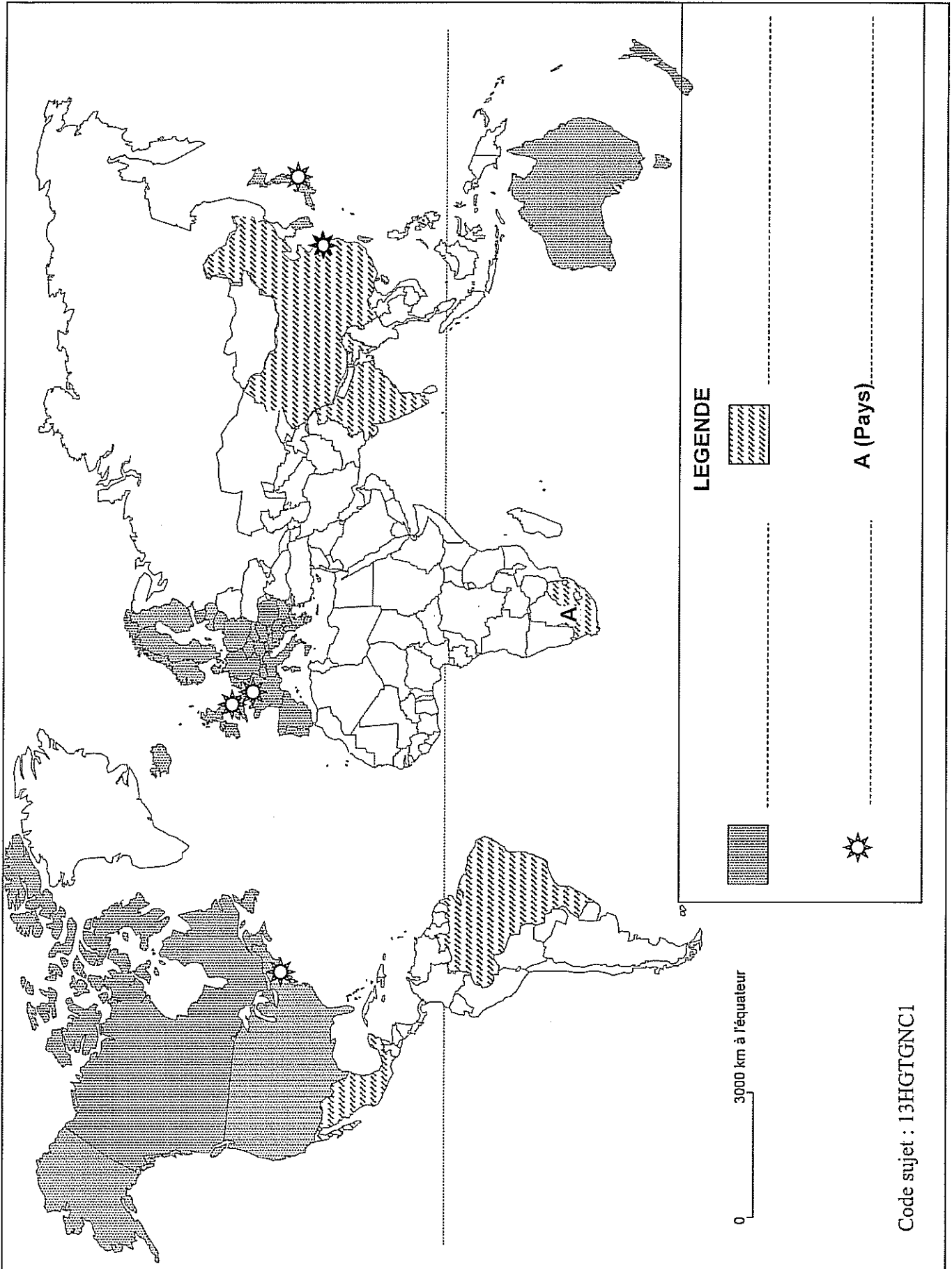
Piotr Malewski, « Qui a (vraiment) droit à l'éducation ? »,
Atlas du monde diplomatique 2012.

Questions :

1. Les objectifs fixés par l'UNESCO en 1948 ont-ils été atteints ? Argumentez et nuancez votre réponse. (document 2)
2. En quoi le document 1 permet-il d'illustrer la situation de l'éducation dans les pays du Sud décrite par le document 2 ?
3. En quoi ces deux documents sont-ils révélateurs des difficultés des pays du Sud ?

ANNEXE

A RENDRE AVEC LA COPIE



Code sujet : 13HGTGNC1